

L'impact de la guerre en Ukraine sur l'Afrique en termes de sécurité alimentaire

3^{ème} édition d'Africa XXI

Intervention de Monsieur Mohammed Tawfik MOULINE,

Directeur Général de l'IRES

22 novembre 2022

Introduction

Ma contribution tentera de traiter les aspects suivants :

- Débattre des grands défis auxquels est confronté le continent africain.
- Analyser, en particulier, l'impact que la guerre en Ukraine a sur l'Afrique, en termes d'insécurité alimentaire, en considérant le continent comme un sujet actif dans la politique internationale, avec des défis et des potentiels uniques.
- Discuter des stratégies de collaboration favorisant le renforcement des relations entre les l'Afrique et l'Europe.
- Démontrer l'importance et la valeur d'une alliance solide avec les principaux acteurs régionaux et suprarégionaux africains, tels que l'Union Africaine

1. L'Afrique face à de grands défis

Dans son rapport stratégique de 2018, consacré au développement autonome de l'Afrique, l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) a mis en évidence quatre grands défis pour l'Afrique, d'ici 2050, à la croisée desquels se situe la question de l'insécurité alimentaire :

- **Le changement climatique** : le continent subit une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes, des sécheresses ou des inondations récurrentes selon les régions, une accélération de la désertification, une raréfaction des ressources hydriques, une diminution de la biodiversité...

Le changement climatique a une influence majeure sur la productivité agricole en Afrique. Bien qu'ayant doublé entre 1961 et 2020, le rendement moyen des cultures céréalières en Afrique, structurellement faible (1,65 tonnes par hectare en 2020), demeure largement inférieur à la moyenne mondiale (4,07 t/ha en 2020¹, celle-ci ayant plus que triplé sur la même période.

- **La poussée urbaine** : la rapidité de la croissance urbaine africaine est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Alimentée par une dynamique démographique forte et conjuguée à un déficit de moyens, sinon de gouvernance, elle représente un défi systémique majeur, de la croissance économique au développement humain, en passant par la qualité de l'environnement, dont l'enjeu est la stabilité sociale. La poussée urbaine actuelle en Afrique, qui contribue à l'insécurité alimentaire au niveau du continent, peut devenir toutefois un accélérateur de développement si des réponses adéquates sont identifiées et mises en œuvre.
- **La transformation rurale** : le monde rural africain est à un tournant de son histoire. Trois grands changements structurent la transformation actuelle : la mobilité voulue ou subie des personnes, la dangereuse altération des ressources naturelles et la trop faible modernisation de l'agriculture africaine, au regard des impératifs alimentaires du continent.

Les terres cultivées en Afrique sont destinées en majorité à des cultures vivrières à faible rendement (80% des exploitations en Afrique subsaharienne), le reste concerne une minorité de cultures à vocation exportatrice **sans valorisation industrielle**. Ainsi, la production agricole n'arrive pas à couvrir les besoins alimentaires du continent, d'où la nécessité d'opérer une transition vers des modèles de transformation agricole, offrant la possibilité de s'adapter aux contraintes environnementales et économiques, tout en assurant la sortie de l'extrême pauvreté des populations rurales.

- **Le défi individuel et collectif de la sécurité et de la gouvernance** : l'évolution des formes de conflit et des violences, qui y sont associées, montre que si la pacification du continent progresse, elle est loin d'être acquise car la sécurité des biens et des personnes est, aussi, une question de gouvernance et d'éducation. Ni singularité, ni exception, la gouvernance africaine est un système hybride, qui se cherche encore, entre gestion des urgences et préparation du long terme. L'amélioration de la gouvernance sécuritaire permettrait à l'Afrique de mieux faire face à l'existence de conflits dans certains bassins de production agricole (au Mali, au Nigeria², en Centrafrique³ et en Ethiopie⁴, entre autres...).

2. La crise sanitaire et l'aggravation de l'insécurité alimentaire

La succession de crises que vit le monde depuis 2020 est venue amplifier les effets des facteurs structurels à l'origine de l'insécurité alimentaire en Afrique.

En 2020 éclatait **la pandémie de la Covid-19**, qui a marqué la mémoire collective globale comme étant un événement historique sans précédent et qui s'est transformée, du fait des mesures d'endiguement prises par les Etats, en une crise multiforme, touchant tous les aspects de la vie des pays et des citoyens.

La crise de la Covid-19 a bouleversé les dynamiques en cours, dévoilant les fragilités de tous les acteurs de la société internationale et mettant à l'épreuve la résilience des êtres humains et des processus qui régissent leurs activités.

Les retombées de cette pandémie sur le continent ont été particulièrement sévères. La crise sanitaire a, en effet, effacé cinq années de progrès dans la lutte contre la pauvreté en Afrique selon la Banque mondiale⁵. Elle a, par ailleurs, fait passer le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave de 264,2 millions en 2019 à 322 millions en 2021⁶.

La crise a, en outre, occasionné des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, entraînant une forte hausse des coûts de logistique et de fret, consécutive à la congestion des routes commerciales et au manque de conteneurs disponibles.

3. La guerre en Ukraine et ses conséquences

L'invasion de l'Ukraine par la Russie est intervenue le 24 février 2022, dans le sillage de la crise sanitaire, dans un contexte marqué, également, par de nombreux aléas climatiques dont, en particulier, des sécheresses en Afrique de l'Est (4 ans⁷), en Afrique du Nord et en Europe (un an⁸) et des inondations en Afrique de l'Ouest. Ces phénomènes extrêmes ont fortement affecté la production agricole, accroissant la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations de denrées alimentaires.

La guerre en Ukraine a engendré un renchérissement des prix des hydrocarbures et des matières premières alimentaires⁹. Ses retombées augurent la survenance, en 2023, d'une crise alimentaire similaire à celle de l'année 2008, qui avait entraîné des émeutes de la faim dans de nombreux pays du continent africain.

Les impacts de ce conflit européen sur l'Afrique sont de deux ordres, directs et indirects. Ils varient en fonction du niveau de dépendance de chaque pays africain aux importations de céréales et autres denrées alimentaires, d'engrais, de pétrole et de gaz...

Impacts directs à court terme :

Partout dans le monde, la montée des prix alimentaires a atteint des niveaux élevés au cours de l'année 2022¹⁰. En Afrique, l'inflation des prix alimentaires (*food price inflation*) s'est établie à 20,4% en juin 2022 par rapport à 2015, année de référence de la FAO¹¹, contre 12,98% un an plus tôt et 8,27% en juin 2019¹².

Cette inflation touche de manière plus significative les populations pauvres des zones urbaines. De ce fait, le renchérissement des prix des denrées alimentaires contribuera à accentuer les inégalités et à accroître les taux de pauvreté en Afrique. La persistance de l'insécurité alimentaire risque d'avoir un effet négatif sur tous les aspects du développement humain, du revenu à la santé et à l'éducation.

La hausse de 112% en 2022 par rapport à 2020¹³ des coûts des engrais et des intrants, selon la FAO, et les perturbations de l'approvisionnement en fertilisants pourraient constituer une menace pour le secteur agricole africain dans les années à venir, aggravant ainsi la dépendance du continent vis-à-vis des importations de denrées alimentaires et sa vulnérabilité face aux chocs exogènes.

L'envolée des cours des hydrocarbures, en 2022, a par ailleurs alourdi les déficits des échanges commerciaux des pays africains importateurs et accru les coûts du transport des produits de consommation. Cela provoquera un renchérissement de la facture énergétique des pays importateurs africains d'environ 19 milliards de dollars selon le FMI¹⁴ et pénalisera les équilibres commerciaux.

Un ralentissement est ainsi attendu de la croissance au niveau de l'Afrique subsaharienne (3.7% en 2022 contre 4.8% en 2021¹⁵), dont la reprise économique est la plus lente en comparaison avec les autres régions du monde, selon le FMI¹⁶. À cela s'ajoute l'augmentation de la dette publique des Etats africains, qui a atteint 70% du PIB, en 2021-2022, contre 60% environ en 2019¹⁷.

Impacts potentiels à moyen et long terme :

Le conflit en Ukraine a placé la question alimentaire au centre des enjeux géopolitiques, à travers l'utilisation des exportations alimentaires comme une arme diplomatique, au même titre que les hydrocarbures en 1973. La Russie a déjà eu recours à ce type de pratiques, utilisant les céréales comme moyen de pression sur ses partenaires, comme en a témoigné son retrait temporaire de l'accord permettant l'exportation de céréales ukrainiennes, le 25 octobre 2022, signé par les Présidents de l'Union africaine et de la Turquie.

Parmi les autres conséquences de ce conflit, figure l'abstention d'une large majorité de pays africains lors du vote de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant l'invasion russe. Par leur action, ces pays ont voulu marquer leur émancipation vis-à-vis des anciennes tutelles coloniales ainsi que des grandes puissances de l'Occident. Cela pourrait ouvrir la voie à une plus grande influence en Afrique de la Russie et de certaines puissances émergentes.

4. Propositions

Sur la base des développements précédents, s'impose l'urgence de remédier aux conséquences persistantes de la crise sanitaire et conjoncturelles du conflit en Ukraine, d'une part et d'autre part, la nécessité de s'attaquer aux causes structurelles profondes de l'insécurité alimentaire en Afrique et d'ériger le continent à long terme en grenier du monde, en exploitant, entre autres et de manière durable, ses 600 millions d'hectares de terres arabes inutilisées.

❖ **Jeter les bases de la souveraineté alimentaire de l'Afrique**

La situation d'insécurité alimentaire à laquelle est aujourd'hui confronté le continent africain appelle des réponses rapides afin de parer impérativement la répétition du scénario de 2008. Il s'agit de :

- **négocier des importations groupées de produits alimentaires** afin d'en réduire les coûts,
- **constituer des réserves stratégiques régionales ou continentales,**
- **prévoir des filets sociaux afin de prémunir les populations contre les retombées du recul de la croissance économique,** induite par les crises exogènes.

A plus longue échéance, il convient de doter l'Afrique de la souveraineté alimentaire, en prenant des mesures visant à réduire sa dépendance vis-à-vis des importations alimentaires, à assurer sa résilience face aux chocs exogènes et à faire de l'agriculture l'un des piliers du développement autonome du continent. Pour ce faire, plusieurs pistes sont envisageables :

- **Créer, au niveau de l'Union africaine, une instance chargée d'élaborer une politique agricole commune,** dans le but de coordonner les politiques nationales en la matière, **de consolider la souveraineté alimentaire** du continent et **d'exploiter les synergies possibles** entre les différentes régions de l'Afrique.
- **Renforcer les investissements dans l'agriculture en Afrique, via la création de joint-ventures,** ce qui permettrait une mutualisation des investissements en termes de recherche & développement, de modernisation de l'agriculture et de valorisation industrielle des produits agricoles.
- **Accélérer la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine** et œuvrer à l'émergence de chaînes de valeur régionales en matière de production, de transformation et de conservation des denrées alimentaires.

❖ **Fonder les politiques agricoles sur la durabilité, l'innovation, la technologie et la numérisation**

La dépendance aux marchés mondiaux expose les populations africaines aux aléas des chocs exogènes. Pour mieux s'y préparer, il est suggéré ce qui suit :

- **Consacrer le rôle des Etats africains en tant qu'arbitres et régulateurs des marchés agricoles et alimentaires,** à l'échelle nationale, régionale et continentale, en mettant en place des cadres de gouvernance inclusifs, qui permettent la participation des producteurs et des consommateurs à la prise de décision, en établissant une classification des cultures par ordre de priorité en termes de sécurité alimentaire, en finançant la recherche et le développement, en renforçant les capacités des petits producteurs et en mettant en avant les bonnes pratiques locales afin d'en généraliser les bénéfices.

- **Promouvoir les produits locaux et la ré-endogénéisation des modes de consommation**, en encourageant les cultures traditionnelles via la sensibilisation et l'adaptation des produits du terroir aux exigences des marchés urbains, ainsi qu'en utilisant les commandes des institutions publiques (écoles, universités, forces de sécurité...) comme levier et ce, en accordant la priorité aux produits locaux.
- **Tirer profit des évolutions technologiques pour concilier la durabilité et la productivité**, en accélérant l'électrification des zones rurales d'Afrique par le recours aux énergies renouvelables décentralisées, en établissant une cartographie des sols et en permettant un large accès aux bases de données et aux résultats de la recherche & développement.

❖ **Inscrire l'alimentation dans une vision géopolitique globale**

De par son caractère stratégique, la question de la sécurité alimentaire ne peut être appréhendée, par l'Afrique, sous le seul prisme économique. Elle devrait être érigée en élément central de la politique étrangère et de la diplomatie de l'Afrique. Ainsi, les pays africains devraient :

- **œuvrer, au niveau du droit international, à la création d'un régime d'exception pour les produits agricoles** qui, sous certaines conditions visant à éviter les comportements protectionnistes, leur permettrait de déroger aux règles du commerce international afin de garder le contrôle sur leur production agricole et enrichirait le droit international alimentaire par l'instauration d'une taxation mondiale sur les dividendes des multinationales, de règles anti-trust et de dispositions visant à favoriser les produits issus de l'agriculture durable,
- **établir des partenariats Sud-Sud avec les grands producteurs agricoles**, comme ceux d'Amérique latine, en instituant un système d'échanges privilégiés, garantissant l'approvisionnement de l'Afrique en denrées alimentaires, en machines agricoles et équipements de transformation des produits agricoles et **nouer des liens avec les institutions de recherche agronomiques de ces pays**,
- **déployer, à l'instar des grandes puissances mondiales, une diplomatie culinaire africaine**, pilier du *soft power* du continent, qui contribuerait à changer le regard porté sur l'Afrique, tout en promouvant les produits du continent,

❖ **Inscrire la sécurité alimentaire au cœur du partenariat euro-africain**

Dans sa volonté de renouveler son positionnement en Afrique, en évoluant d'une approche axée sur l'aide au développement à une vision plus globale, l'Union européenne, partenaire historique du continent africain, a dévoilé, en mars 2020, une nouvelle stratégie de partenariat, baptisée "Vers une stratégie globale avec l'Afrique" et qui se subdivise en cinq espaces : la transition verte et l'accès à l'énergie, la transformation numérique, la croissance et les emplois durables, la paix et la gouvernance et, enfin, la migration et la mobilité.

La mise en œuvre du partenariat euro-africain et des accords entre les Etats européens et leurs homologues africains devrait prendre en considération les défis structurels que rencontre l'agriculture en Afrique, telle la très faible valorisation des produits agricoles et contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire. Il faudrait, dans cette optique :

- **doter la stratégie de l'Union européenne avec l'Afrique d'un axe transversal dédié à la sécurité alimentaire**, qui viserait à consolider la souveraineté alimentaire de l'Afrique et à traiter les causes structurelles de l'insécurité alimentaire à travers les cinq espaces qui composent cette stratégie, en encourageant l'agriculture durable sur le continent africain, facilitant l'accès aux énergies renouvelables via des transferts de compétences et de technologie, faisant du partenariat euro-africain un catalyseur de la transition agro-alimentaire africaine, en contribuant à la résolution des facteurs d'insécurité et en offrant des perspectives en matière de mobilité, notamment, via des mécanismes de migration circulaire, qui permettraient aux agriculteurs africains d'acquérir de nouvelles compétences en Europe,
 - **assujettir les accords agricoles conclus avec les partenaires de l'Afrique au déploiement d'instruments destinés à la réduction des asymétries en matière agricole**, en faisant baisser les subventions aux produits agricoles européens, en éliminant progressivement les barrières à l'accès au marché européen pour les produits africains transformés et ceux issus de l'agriculture durable, en soutenant le développement d'une industrie agroalimentaire africaine par des investissements appropriés et en contribuant à développer les ressources humaines dans le monde rural africain,
 - **ouvrir aux Etats africains l'accès aux technologies et aux connaissances nécessaires pour enclencher la transformation agricole du continent**, par le biais d'une diffusion à grande échelle des conclusions des recherches scientifiques (*open science*) et de l'instauration de régimes d'exception pour certains brevets.
- ❖ **L'action structurelle du Maroc pour lutter contre l'insécurité alimentaire du continent**

Le Maroc est engagé dans la dynamisation des relations économiques intra-africaines et dans la modernisation structurelle de l'agriculture africaine. Cet engagement s'est, entre autres, matérialisé par :

- la décision du Royaume, en 2000, de procéder à **l'annulation de la dette des Pays africains les Moins Avancés (PMA)**,
- **l'assouplissement de l'accès de leurs exportations au marché marocain**,
- le lancement, par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, lors de la COP 22, de **l'initiative pour l'adaptation de l'agriculture africaine (AAA)**, qui vise à souligner la vulnérabilité de l'Afrique et de son agriculture au changement climatique et à placer l'Adaptation de l'Agriculture Africaine au cœur des débats et des négociations climatiques.

Pour sa part, le groupe OCP, dont l'ambition est de contribuer à la modernisation de l'agriculture africaine, a procédé aux actions suivantes :

- Livraison, en 2021, de 2 millions de tonnes de fertilisants aux agriculteurs africains¹⁸. Entre 2016, année de la création d'OCP Africa et 2020, la consommation de fertilisants en Afrique sub-saharienne a progressé de 25%¹⁹.
- Mise en chantier d'unités de production dans de nombreuses régions d'Afrique, pour un investissement total de 5 milliards de dollars²⁰, dont les trois principales installations sont celles en cours en Ethiopie, au Nigeria et au Ghana. A cela s'ajoutent les usines de mélange d'engrais récemment inaugurées au Nigéria, avec une capacité de production de 500.000 tonnes par an et celles en cours de développement au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie et au Rwanda.
- Réalisation d'une cartographie systématique des sols ayant permis, à fin 2021, d'analyser 30 millions d'hectares de terres agricoles à travers l'Afrique²¹.
- Conduite de campagnes de sensibilisation et de communication auprès des agriculteurs africains, afin de leur permettre d'optimiser l'usage des fertilisants sur leurs exploitations et d'être informés des bonnes pratiques¹.

Conclusion

L'aggravation de la situation d'insécurité alimentaire que traverse l'Afrique illustre l'importance des défis structurels que le continent doit relever afin de se prémunir contre la multiplication des chocs exogènes dans un monde devenu volatile, incertain, complexe et ambigu (VUCA).

Relever ces défis est un processus exigeant un effort collectif, qui se fonde sur la mobilisation et la responsabilisation de tous les acteurs, du local au supranational, dans le cadre d'une gouvernance inclusive et orientée vers la concrétisation de la souveraineté alimentaire de l'Afrique.

Ce processus appelle, également, un renouvellement du regard porté sur l'alimentation, laquelle devrait être considérée désormais en tant qu'enjeu géopolitique majeur. Une plus grande concertation entre les pays africains, ainsi qu'une coopération renouvelée entre l'Afrique et ses partenaires en Europe et en Atlantique Sud, seraient bénéfiques à la sécurité alimentaire en Afrique et dans le monde.

Dans ce contexte, le Royaume du Maroc, eu égard à la profondeur de son ancrage africain, à son positionnement stratégique et à son engagement pour le développement autonome de l'Afrique, est disposé à mettre son expérience et ses atouts au service de l'édification d'une relation triangulaire Europe- Afrique - Amérique latine, solidaire et mutuellement profitable.

Références

-
- ¹¹ [Banque Mondiale, *Africa's pulse*, vol. 26](#), Octobre 2022
- ² “ Les conflits au Mali et au Nigeria ont quatre effets principaux sur les acteurs et les investissements agricoles tout au long des chaînes de valeur agricoles : 1) mobilité humaine réduite ; 2) un accès réduit aux intrants et aux marchés ; 3) augmentation du vol de divers actifs ; et 4) augmentation des prix des intrants et des produits. Les effets du conflit sur le secteur agricole sont en grande partie dus au risque d'être attaqué par des insurgés", Brookings Institution, [The Impact of Conflict and Instability on Agriculture in Mali and Nigeria](#), 2014.
- ³ Brian Blankespoor, Sering Touray, Roy Katayama, “[Estimating the effect of conflict on agricultural activity in the Central African Republic with remotely sensed data](#)”, *American Economic Association*, 2020
- ⁴ Jan Nyssen, “[Crop Cultivation at Wartime – Plight and Resilience of Tigray's Agrarian Society \(North Ethiopia\)](#)”, *Defence and peace economics*, 2022, pp. 1-28
- ⁵ [Banque Mondiale, *Africa's pulse*, vol. 22](#), octobre 2020
- ⁶ Base de données statistiques de la FAO
- ⁷ United Nations News, [WMO: Greater Horn of Africa drought forecast to continue for fifth year](#), 26 août 2022
- ⁸ [Dry winter in much of Europe and North Africa](#), the European Union Science Hub joint research center, février 2022
- ⁹ [Banque Mondiale, *Africa's pulse*, vol. 26](#)
- ¹⁰ Au niveau mondial, l'augmentation s'est établie à 19,51% en juin 2022 par rapport à 2015, contre 5,66% un an plus tôt et 4,43% en juin 2019.
- ¹¹ Année de référence de la base de données statistiques de la FAO.
- ¹² Base de données statistiques de la FAO
- ¹³ [FAO, Food Outlook, juin 2022.](#)
- ¹⁴ « [L'Afrique face à un nouveau choc alors que la guerre provoque une hausse des prix des denrées alimentaires et des combustibles](#) », *Blog du FMI*
- ¹⁵ [Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2022*](#)
- ¹⁶ [Fonds monétaire international, *Regional economic outlook – Sub-Sahara Africa, octobre 2021*](#)
- ¹⁷ [Banque africaine de développement, *Perspectives économiques 2022.*](#)
- ¹⁸ Rapport annuel d'OCP Africa, https://www.ocpafrika.com/sites/default/files/inline-files/Rapport%20annuel%20OCP%20AFRICA%20web_0.pdf
- ¹⁹ [Banque mondiale](#). En 2016, année de la création d'OCP Africa, la consommation de fertilisant en Afrique subsaharienne était de 18 kg/hectare. Elle a atteint, en 2020, 22,5 kg/hectare. Ces chiffres demeurent, cependant, largement en deçà de la moyenne mondiale qui était, en 2020, de 146,4 kg/hectare.
- ²⁰ *Ibid.*, p. 10
- ²¹ *Ibid.*, p.12